

Sékou Diallo: la dignité dans l'exil

 dc4mf.org/en/node/5203

Sékou Diallo: la dignité dans l'exil

Intimidé par la police guinéenne pendant les élections législatives de septembre 2013, le journaliste Sékou Diallo s'est depuis exilé en France.

By Victoria Baux

Mon, 30/06/2014



Des policiers guinéens assurent la sécurité d'un bureau de vote à Conakry le 30 septembre 2013

« Tout est arrivé trop vite car j'étais trop exposé » se résout Sékou Diallo, forcé à fuir la Guinée le 2 décembre 2013, et désormais en sécurité dans une usine désaffectée du quinzième arrondissement de Paris, convertie en un centre d'accueil pour journalistes.

Dehors, l'insouciance du début de l'été jure avec la mélancolie qui se lit dans les yeux du journaliste guinéen.

Créée en 2002 par des journalistes de Radio France, la [Maison des Journalistes](#) assiste les journalistes exilés en France pour la reconnaissance de leur statut de réfugiés politiques et de leurs droits sociaux, tout en les encourageant à continuer d'exercer leur métier.

Sékou Diallo vient tout juste d'arriver. Comme les autres journalistes, il pourra y rester six mois, le temps que ses papiers soient en ordre, mais devra ensuite trouver une autre solution, probablement un centre d'accueil pour réfugiés, lorsque son statut sera validé par l'[OFPRA](#), l'Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides.

A son arrivée, il avait vécu dans un centre d'hébergement sur les conseils de l'association [France Terre d'Asile](#), mais avec l'hiver, les centres étaient bondés. « Je ne pouvais plus continuer, je ne me sentais pas bien » explique aujourd'hui Diallo qui avait finalement trouvé refuge chez un ancien professeur burkinabais.

Arrivé avec un maigre pécule, ses économies ont été dilapidées en une semaine et il ne peut légalement travailler pour gagner son salaire. La honte au ventre, Diallo aimerait éviter à tout prix de tomber dans l'assistanat, la plaie des exilés politiques mais leur seul mode de survie financière.

Diallo revient de loin. Qui aurait pensé que cet érudit, boursier, et passionné d'études à la voix calme et sage se retrouve sur le carreau, forcé d'abandonner le projet d'apprentissage auquel il s'était dédié ? « C'est ce qui me désole le plus » regrette-t-il.

Arrêté car il possède des documents de l'opposition

En septembre 2013, des élections législatives plusieurs fois reportées en Guinée sont enfin organisées. Alpha Condé, le président en place depuis 2010, est accusé par l'opposition de préparer des fraudes aux scrutins.

70 observateurs de la mission d'observation électorale de l'Union Européenne (MOE UE) arrivée fin août est alors déployée dans les huit régions administratives guinéennes.

Le sociologue et journaliste de trente-trois ans les accompagne. Repéré par les agents de police guinéenne alors qu'il rapporte quelques irrégularités, il est arrêté et menacé de mort.

« Tout est arrivé trop vite, j'ai pas vu les choses venir » se souvient Diallo. Le journaliste est arrêté en sortant d'un cybercafé par un homme qui tient une photo de lui. Emmené à la gendarmerie, il partage une cellule avec de nombreux détenus avant d'être reçu par un supérieur de la gendarmerie.

Accusé de diffamation « tout simplement parce que je possède un agrément d'un parti politique » et des rapports critiquant la gendarmerie connue pour être un lieu de torture des opposants guinéens, Diallo peut difficilement se défendre.

Dans la soirée, il est pris d'un malaise dans sa cellule et est finalement amené par un agent à une clinique. Il sera sauvé au petit matin par la bonne volonté d'un interne qui profite du départ de la police pour aider Diallo à fuir sur une moto.

Alliances de régimes totalitaires

Conscient de la dangerosité de la situation, Diallo pense d'abord pouvoir gagner un autre pays d'Afrique avant de se résoudre à embarquer pour l'Europe, avec l'aide d'un des observateurs de l'Union Européenne.

Mais une fois en France il ne pense qu'à retourner en Afrique et surtout au Burkina Faso. « Mes confrères m'ont dissuadé » dit-il « Je risque trop gros ».

Selon Diallo, il existe « une sorte de partenariats entre les pays africains » qui rendent compliqué le trajet des exilés. « Tous ces états là sont les mêmes. Ils ont les memes intérêts, ils se protègent entre eux... Ce sont des dictatures maquillées. Les pratiques démocratiques ne sont pas réelles. C'est dommage qu'il y ait des partenariats de ce genre... »

Un nouveau quotidien

A Paris, Diallo tente de prendre la vie du bon côté. « Je profite de cette tranquillité pour écrire... ». Dans sa nouvelle résidence, il fait la rencontre de compagnons de l'exil mais l'angoisse guette. Quel avenir ?

La grande majorité des journalistes qui sont passés par la Maison des Journalistes ont arrêté leur métier. « Beaucoup se sont reconvertis dans l'hôtellerie, dans le social. D'autres ont repris leurs études. La grande majorité reste en France et laissent tomber le journalisme » raconte la directrice de la Maison, Darline Cothière.

Sékou Diallo, lui, veut se lancer dans l'humanitaire et retourner en Afrique par ce biais. « Tout

recommencer à zéro... A 34 ans c'est pas évident de se poser certaines questions élémentaires sur son avenir ».

« Chaque nuit, tu es là, couché, et tu te poses mille questions et tu n'as aucune réponse, tout est là dans l'incertitude. Tu es en train de surfer sur quelque chose que tu ne maîtrises pas... Mais on va garder la confiance et le moral et garder cet instant là, juste pour ne pas sombrer».

La Guinée, il espère la retrouver un jour « pas maintenant, c'est trop risqué ». En attendant, il la regarde depuis Paris, avec le recul de l'exilé, déçu par un pays manipulé par l'armée et qui s'est perdu.

All rights reserved, Doha Centre for Media Freedom 2013

Designed and developed by [Media Plus Jordan](#)